

Direction du Développement Local

Analyse et statistiques financières des collectivités locales

(DEP2)

1961 – 1983

0001870001 - 0001870003

Introduction

Le fonds coté 0001870001 à 0001870003 a été versé au service des archives le 18 août 1987 par Martine PIERRE FONTAINE, chargée d'études à DEP2.

DEP2 est un service de la Direction du Développement Local (DDL) et il est chargé de l'analyse et des statistiques financières des collectivités locales : mise en oeuvre de données statistiques , production d'études relatives aux finances des collectivités locales.

Ce fonds couvre la période 1961-1983 ; il concerne d'une part, des documents relatifs aux prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations aux collectivités locales, d'autre part, les activités du Centre International pour le Crédit Communal (C .I.C.C).

Tous les doubles et documents ne présentant pas d'intérêt historique ont été éliminés.

Ce fonds sera conservé définitivement comme témoin de l'évolution de l'activité de la Caisse des Dépôts et Consignations dans le secteur des prêts.

Il sera communicable en application des dispositions de la loi 79-18 du 3 janvier 1979 relative aux archives publiques.

SOMMAIRE

1 Département des prêts

1.1 Relations de la Caisse des Dépôts et Consignations avec les Collectivités Locales.

1.2 Prêts octroyés aux régions.

1.3 Loi « Minjoz ».

1.4 Globalisation.

1.5 Garanties des prêts.

2 Centre International pour le Crédit Communal (C.I.C.C.)

2.1 Comités de direction.

2.2 Symposium.

2.3 Réunions de cadres.

2.4 Conférences.

2.5 Investissements des Collectivités Locales.

COTE 0001870001

1. Départements des prêts

1.1 Relations de la Caisse des Dépôts et Consignations avec les Collectivités Locales.

Information des élus locaux, réforme de la Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales (C.A.E.C.L), les nouvelles formules de prêts aux collectivités, 1972-1973.

1.2 Prêts octroyés aux Etablissements publics régionaux et aux collectivités subventionnées par les régions.

Prêts de la Caisse des Dépôts et de la Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités locales : notes, projets de circulaires aux délégués régionaux, 1973-1977.

1.3 Loi « Minjoz », 1972-1980.

Application aux Caisses d'Épargne, 1972-1980.
Problèmes posés par l'augmentation du contingent Minjoz en 1975.

1.4 Globalisation .

Procédure permettant de remplacer les prêts consentis opération par opération par des prêts dits « globaux », 1978-1979 .

Réflexion sur l'évolution des investissements des collectivités locales : compte rendu, 28 juin 1975.

Conséquence de la globalisation : à titre d'exemple prêt de 7,5 millions de francs accordé à la ville de Salon de Provence, 1979-1982.

1.5 Garanties de prêts .

Étude sur les modalités de mise en œuvre de la garantie des prêts CDC-CE.
Comptes rendus de réunions (du groupe de travail), 11,18,24 mars, 21 avril et 16 mai 1983.

COTE 0001870002

2. Centre International pour le Crédit Communal (C.I.C.C)

2.1 Comités de direction

Comptes rendus, Bruxelles, 1^{er} décembre 1972, Paris, 30 octobre 1973.

2.2 Symposium

Rôle et tâches des grandes villes : conséquences financières, Bruxelles, 15-17 novembre 1978.

2.3 Réunions des cadres (dossiers incomplets)

Adaptation du taux des prêts consentis aux collectivités locales à la rémunération des ressources d'épargne qui sont utilisés pour ces financements, Paris, 5-6 juin 1972.

Assistance technique aux autorités locales par les établissements pour le crédit communal, Francfort, 26 avril 1973.

Marketing de la collecte des capitaux en livrets d'épargne, Bruxelles, 25-26 avril 1974.

Questionnaire sur le thème : « Marketing de la collecte de capitaux des institutions de Crédit Communal par des moyens autres que les livrets d'épargne ». Synthèse des réponses, Paris, 28-29 novembre 1974.

Adaptation des modalités des prêts aux collectivités locales à leurs besoins et aux conditions du marché financier , Rome, 13-14 mars 1975.

2.4 Conférences

Les besoins des collectivités locales en capitaux d'investissement dans divers pays et les possibilités d'améliorer la situation existante, Dusseldorf, 20-21 novembre 1961.

Les relations entre le pouvoir central, l'institution du Crédit Communal et les pouvoirs locaux, Paris, 17 janvier 1966.

Rapport du Secrétaire Général du CICC sur les activités du centre puis discussions sur les relations entre le pouvoir central, l'institution du Crédit Communal et les pouvoirs locaux, Lisbonne, 12-14 octobre 1966.

Rapports du CICC avec les services du Marché Commun, Francfort, 10 juillet 1967.

Les relations humaines, Tel Aviv, 1-8 avril 1968.

La coopération intercommunale par rapport au traitement électronique d'information donnée, Londres, 12 juin 1968.

La demande communale de capitaux d'investissement et les possibilités de financement, éventuellement par des emprunts au marché international de capitaux, Vienne, 8-10 avril 1969.

L'influence de la hausse des taux d'intérêt et du resserrement des capitaux sur les activités des communes et des institutions de Crédit Communal, Istanbul, 12 juin 1971.

COTE 0001870003

Les effets et les limites de l'endettement communal, Tokyo, 3-5 octobre 1972 .

Les méthodes d'emprunts pratiquées par des institutions pour le Crédit Communal, Oslo, 17-18 juin 1974.

La politique économique des gouvernements et l'intervention des Collectivités Locales et des institutions spécialisées de crédit, Madrid, 21-24 septembre 1976.

Réorganisation des administrations municipales au Royaume Uni et suggestions de transition, Londres, 17-20 avril 1978.

2.5 : Investissements des Collectivités Locales.

Résultats d'enquête demandée par le CICC à ses membres , 1958-1967, 1971-1976.